



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr



Le programme du FN est incompatible avec les intérêts des salariés !

★ Revenant sur le devant de la scène, l'objectif du FN vise surtout à devenir « un parti comme un autre » ★ Pour SUD-Rail, le FN reste un parti profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste ★ S'il prospère actuellement en s'appuyant sur des discours aux accents « sociaux », il est clair qu'il ne s'agit là que d'une façade pour lui donner plus de poids électoralement ★ C'est un piège dans lequel les salarié-e-s ne doivent pas tomber.

La préférence nationale

La base de la politique du FN, c'est la préférence nationale, qui exprime la volonté politique de réserver des avantages (généralement financiers) ainsi que la priorité à l'emploi aux détenteurs/trices de la nationalité française ou à refuser les aides sociales à des personnes qui ne l'auraient pas. Cette idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons est l'expression d'une haine, d'un rejet de l'autre qui font porter sur les étrangers et les étrangères tous les maux de notre société. Elle est à la base de toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, pourtant interdites en France.

Or, tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours auparavant uniquement porté par le FN. Il l'utilise, en donnant des réponses « faciles et concrètes » : c'est la faute des autres, il faut donc se replier sur nous même...

Capitalistes d'abord...

Si nous sommes les premiers à considérer que l'accélération des politiques libérales a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, nous refusons les « solutions » prônées par le FN pour en « sortir ». Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-e-s et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN comme la sortie de l'Euro ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie. Le FN joue sur la corde « anti-mondialiste ». Pour notre part, nous revendiquons une autre mondialisation où les solidarités priment en termes économiques, politiques et sociaux, contrairement à l'opposition entre les peuples que tous les « nationalismes » entraînent.

En effet, que le capitalisme soit d'ici ou d'ailleurs, peu importe : pour les salarié-e-s c'est bien l'exploitation qui est en cause, et provoque l'accaparement des richesses par une minorité. Et c'est bien l'union des salarié-e-s, quel que soit leur lieu de travail, qu'il convient de rechercher. Les diviser, sous couvert de « préférence nationale » ne peut servir que ceux qui exploitent.

Des discours selon les saisons...

Peu clair, ou plutôt particulièrement changeant dans son discours selon l'actualité sociale, le FN s'est ainsi vu défendre les retraites par capitalisation, avec un départ à 65 ans... Puis, pendant le mouvement social contre la nouvelle réforme de 2010, tout cela a disparu pour mettre en avant « 40 ans d'annuités » mais avec la suppression de tout âge légal de départ. Pour finir, depuis la campagne des cantonales, avec une revendication on ne peut plus simpliste : « la retraite à 60 ans ! ». En résumé, parce que la mobilisation de la rue refusait la contre réforme des retraites et ses nouvelles modalités de départ, la nouvelle présidente de ce parti en profitait pour s'interdire toute déclaration qui aurait démasqué la vraie position du FN sur les retraites...



Idem sur l'État et ses fonctionnaires : hier, Le FN les conspuait (et voulait réduire les missions de l'État aux seuls services régaliens), aujourd'hui, il écrit aux fonctionnaires en leur disant qu'ils sont indispensables.

Le FN s'adresse en premier lieu à la police, puis l'armée sur les suppressions d'emplois... ensuite seulement à l'Education Nationale et l'hôpital public (et non la santé).

Quant à ses positions sur les droits des femmes, qu'une partie de ses théoriciens souhaitent voir retourner au foyer, elles vont à l'encontre de la recherche d'une égalité hommes/femmes. Privilégiant la politique familialiste qui exclut de fait tous droits aux homosexuel-le-s, le FN a comme revendication de cesser de rembourser l'avortement, et même si sa présidente n'affiche plus son opposition, il le fera pour « *raison financière* ».

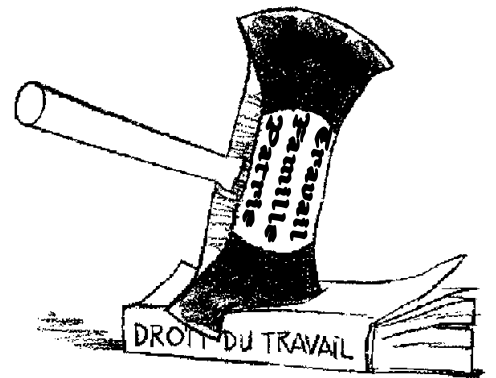
Aux antipodes des intérêts des salarié-e-s...

Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front national. Mais **derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « *petits* » contre « *les gros* », le contenu concret de son programme, renvoie de fait au chacun pour soi.** En réalité, sa volonté est de remettre en cause la durée du travail, d'harmoniser par le bas nos droits et d'en finir avec le système de retraites par répartition, de détruire la législation du travail, de remettre en cause le droit de grève, et d'instaurer un service public a minima.

Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'Union syndicale Solidaires, dont SUD-Rail est adhérent, rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre tou-te-s les salarié-e-s et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie.

La politique menée par le Front National est avant tout anti-sociale. Les accents « *sociaux* » de ses dirigeant-e-s ne sont qu'un écran de fumée. N'en soyons pas dupes. Rejeter l'autre, en se tournant vers le Front National n'est pas une solution. C'est tous et toutes ensemble, parce que solidaires et non divisé-e-s face au patronat que nous arriverons à gagner plus de droits.



Déclaration unitaire des organisations syndicales nationales CFTD - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNSA

La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme !

La situation sociale est grave : 5 millions de demandeurs d'emploi, 8 millions de français vivant sous le seuil de pauvreté, accroissement de la précarité, conditions de travail dégradées... L'accroissement des inégalités et des injustices mine la cohésion sociale. L'absence de perspectives, un dialogue social insuffisant, provoquent interrogations et désarroi face à l'avenir.

Dans ce contexte, les organisations syndicales, ne peuvent rester indifférentes à l'utilisation de la situation sociale pour promouvoir certaines thèses dans le débat public comme le fait le Front national.

La thèse de la préférence nationale est antinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme. L'exclusion, le rejet de l'autre, le repli de la France sur elle-même et la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires, la dénonciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des attitu-

des qui, l'histoire en témoigne, ne peuvent conduire qu'au pire.

Les organisations syndicales agissent quotidiennement pour rechercher et exiger des réponses face à cette situation sociale ; en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, d'égalité des droits...

Leur action est portée par les valeurs qui sont celles du syndicalisme au cœur desquelles figurent la solidarité entre tous les salariés et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Les organisations syndicales CFTD - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNSA sont déterminées à empêcher l'instrumentalisation du syndicalisme par le Front national **qui n'est pas un parti comme les autres** et dont les orientations sont à l'opposé des valeurs qu'elles portent.

Les organisations syndicales sont aussi garantes du respect de ces valeurs au sein de leurs organisations et par leurs militants.

Le 17 mars 2011